
Michel Sapin

est député, secrétaire national du Parti socialiste à l'Économie
et ancien ministre de l'Économie et des Finances.

De nouvelles régulations

La mondialisation fut au cours des vingt dernières années le mot alibi à bien des réformes libérales ou, s'agissant des antis, le mot cache-misère de toute alternative à la pensée dominante. À force de se réclamer d'elle pour ouvrir les frontières et abaisser les réglementations, à force de s'y opposer en s'agitant comme des moulins à vent, ou plus précisément comme des moulins à paroles, ni ses partisans, ni ses détracteurs, n'ont vu que la mondialisation par la dérégulation était devenue la réalité du monde.

Il aura fallu la première crise mondiale depuis les années de guerre suivies des Trente Glorieuses, pour que soudain, ce qui n'était qu'un mot devienne aux yeux de tous, dans sa brutalité, un fait. La mondialisation s'est révélée, non par la croissance et le bien-être général qu'elle était censée apporter, mais par la crise et son cortège de malheurs. Le monde est sorti de la guerre mondiale avec l'invention d'un nouvel ordre, le contrat de l'après-guerre

dont les principaux éléments s'appellent l'ONU, le FMI, le système de Bretton Woods et, en Europe, l'affirmation d'un modèle social protecteur. Le monde ne sortira de la crise mondiale d'aujourd'hui que par un effort comparable pour établir un nouvel équilibre mondial. Le contrat de l'après-crise, susceptible de remettre, dans un ensemble ouvert

Le monde est sorti de la guerre mondiale avec l'invention d'un nouvel ordre, le contrat de l'après-guerre dont les principaux éléments s'appellent l'ONU, le FMI, le système de Bretton Woods, et, en Europe, l'affirmation d'un modèle social protecteur.

Le monde ne sortira de la crise mondiale d'aujourd'hui que par un effort comparable pour établir un nouvel équilibre mondial. Le contrat de l'après crise, susceptible de remettre, dans un ensemble ouvert et coopératif, de la sécurité et de la prévisibilité.

et coopératif, de la sécurité et de la prévisibilité. Il nous faut donc construire une nouvelle régulation globale de l'économie du monde. En fait, de nouvelles régulations.

Le premier symptôme de la crise fut la tourmente financière. Il ne fut que le plus visible et n'en manifesta qu'un des aspects. Car la caractéristique de la crise qui nous frappe tient en la multiplicité de ses causes, dans la superposition progressive des déséquilibres. L'économie globale s'est trouvée affaiblie par les maladies chroniques qui se nomment instabilités monétaires, déséquilibres des échanges commerciaux, finitudes des ressources naturelles. C'est sur ce corps malade, affaibli par son propre développement, que la crise financière a frappé. Si la crise d'aujourd'hui fut d'abord, chronologiquement, financière, elle ne trouve cependant pas là son origine et son importance. Le nouvel ordre économique mondial doit donc être l'occasion de construire non pas une nouvelle régulation mais des nouvelles régulations, apportant de la sécurité dans un environnement incertain comme c'est la légitimité profonde de l'action de la puissance publique.

La première d'entre elles, la plus évidente et au fond peut-être la plus simple à concevoir, ce qui ne veut pas dire facile à mettre en œuvre, est la régulation financière. Gagner le plus possible dans le temps le plus court possible ne peut se faire qu'en exploitant, puis en provoquant des déséquilibres profonds et violents. Le monde de la finance, ne se reconstruira durablement et utilement pour le plus grand nombre, que par la mise en œuvre de règles mondiales qui mettront de la transparence dans les outils et les territoires, de la sécurité dans le fonctionnement des banques, et de la transparence dans les modes de rémunérations des acteurs du marché. Et les propositions concrètes sont toutes sur la table. C'est au fond l'enjeu des G20 qui se succèdent depuis un an.

Le deuxième niveau de la nouvelle régulation mondiale, c'est la construction d'un nouveau système monétaire. Il ne peut s'agir, bien sûr, de

copier Bretton Woods, les parités fixes autour d'un étalon-or, devenu brutalement un étalon-dollar. Mais, entre le système ordonné autour d'une seule monnaie, réalité de l'après guerre mondiale suivi de la guerre froide, et le désordre absolu d'aujourd'hui, il y a une place pour mettre en œuvre un dispositif où les parités monétaires ne soient pas le reflet d'égoïsmes nationaux, particulièrement des

Il ne peut s'agir de copier Bretton Woods, les parités fixes autour d'un étalon-or, devenu brutalement un étalon-dollar. Mais, entre le système ordonné autour d'une seule monnaie, réalité de l'après guerre mondiale suivi de la guerre froide, et le désordre absolu d'aujourd'hui, il y a une place pour mettre en œuvre un dispositif où les parités monétaires ne soient pas le reflet d'égoïsmes nationaux, particulièrement des égoïsmes chinois ou américains, mais le produit d'un accord large qui tienne compte des réalités fondamentales des économies concernées.

égoïsmes chinois ou américains, mais le produit d'un accord large qui tienne compte des réalités fondamentales des économies concernées. De la crise d'aujourd'hui doit sortir un nouveau système monétaire mondial, plus stable, plus réaliste, plus durable. Il n'est plus possible de continuer avec une monnaie chinoise dont le niveau ne dépend que de la volonté politique nationale ; ou avec une monnaie, le dollar, qui compte tenu de son caractère dominant, de son abondance dans les réserves des banques centrales, voit sa valeur évoluer, parfois brutalement non pas en fonction des réalités des déséquilibres budgétaires et commerciaux mais au gré de laisser-aller ou des crispations politiques ; ou avec une troisième, l'euro, seule véritable monnaie fruit d'un système coopératif entre États,

qui vertueuse envers et contre tout, continuerait à avoir les inconvénients d'une monnaie solide, sans avoir les avantages d'une monnaie mondiale de réserve.

La crise mondiale d'aujourd'hui dont le champ d'expression et les conséquences néfastes touchent la planète toute entière, fait apparaître, et pour la première fois, la finitude du monde. C'est la crise des ressources naturelles, la crise écologique. D'où la nécessité, non pas d'une nouvelle régulation écologique, celle-là n'a jamais existé, mais de la construction d'un véritable système mondial de la maîtrise de la consommation des ressources naturelles, de l'énergie bien évidemment, et de ses conséquences, le rejet des gaz à effet de serre, mais aussi des minerais de toute nature ou encore de l'eau. Cette régulation-là est particulièrement complexe et lourde à mettre en œuvre. Il suffit de constater la différence de mode de vie au sein des pays développés, comme entre ceux-ci et les pays émergents. L'Amérique du Nord est dévoreuse, quand l'Europe est déjà plus sobre. Et, si la Chine et l'Inde adoptaient les mêmes comportements que les Européens, la planète exploserait, compte tenu du nombre de consommateurs de chacun de ces grands pays. La prise de conscience est là. Mais, le système de régulation, au delà des bonnes intentions, reste à inventer.

Enfin, la dernière grande régulation à construire est celle d'une coopération des développements économiques et sociaux. La coordination des politiques économiques est d'une utilité évidente en période de crise économique, comme aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de relancer par des politiques budgétaires et monétaires actives, une croissance chancelante. Une politique keynésienne de relance dans un seul pays est à l'évidence plus coûteuse et moins efficace que des politiques de relance coordonnées et harmonisées au niveau des continents, de l'Europe en ce qui nous concerne, comme au niveau mondial. Mais, cette coordination est surtout nécessaire hors crise pour éviter que se produisent ou s'aggravent ces gigantesques déséquilibres qui

ont profondément fragilisé l'économie mondiale. Quand la Chine exporte aussi massivement et que l'Amérique importe parallèlement, quand une économie se fonde sur l'endettement des ménages et de l'État et que de l'autre côté du Pacifique, une autre économie se fonde sur l'excédent et l'épargne, alors s'amoncellent des menaces qui s'abattent soudain sur l'équilibre du monde. Le chacun pour soi entraîne les difficultés pour tous.

Moins évidente, mais tout aussi nécessaire, la question du développement social coordonné doit être posée en s'appuyant sur les acquis de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il nous faut construire au-delà des régulations commerciales, une véritable régulation sociale du monde qui doit tenir compte des disparités de développement, des systèmes sociaux différents dépendant de la souveraineté des États, mais doit aussi formuler des convergences de moyen-long terme. De même qu'il faut construire une Europe sociale, nous devons dessiner même en pointillé une planète sociale.

La coordination des politiques économiques est d'une utilité évidente en période de crise économique, comme aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de relancer par des politiques budgétaires et monétaires actives, une croissance chancelante. Mais, cette coordination est surtout nécessaire hors crise pour éviter que se produisent ou s'aggravent ces gigantesques déséquilibres qui ont profondément fragilisé l'économie mondiale.

Qui trop embrasse mal étirent, diront certains. Et pourtant la sortie de crise et la construction du monde de l'après-crise, du contrat de l'après-crise sont indispensables au développement maîtrisé et à la stabilité de la planète. Et alors ! Nos parents

auront su, alors que la guerre totale et mondiale était loin d'être terminée dans les années 1943-1944, inventer un nouveau monde fondé sur des valeurs et des institutions communes, et nous, dans l'environnement d'aujourd'hui, nous ne serions pas capables de cette ambition parallèle, de cette

volonté nécessaire, de cette capacité à construire un monde plus stable pour nos enfants et au-delà ! Il est du devoir des socialistes, de tous ceux qui se retrouvent dans les valeurs partagées de paix, de développement, de sécurité et de progrès, d'agir et d'agir vite.

